

Lettre ouverte aux pouvoirs publics

Isoler : un choix stratégique pour le climat, l'énergie et le pouvoir d'achat

Face aux défis majeurs que la France doit relever — urgence climatique, tension sur l'énergie, pression sur le pouvoir d'achat — une réponse fait consensus par son efficacité, sa sobriété et son bon sens : **l'isolation des bâtiments**.

La filière française de l'isolation est pleinement mobilisée. Elle met à disposition des pouvoirs publics son savoir-faire, ses compétences industrielles et ses produits *Made in France* pour transformer durablement le parc bâti et réduire la dépendance de la France aux énergies importées.

Plus d'isolation, moins de consommation

Le bâtiment est aujourd'hui le premier consommateur d'énergie finale en France (43 %) et l'un des principaux émetteurs de gaz à effet de serre (28 %). Dans ce contexte, **l'isolation constitue l'un des leviers les plus rapides, les plus efficaces et les plus durables pour réduire les consommations et les émissions**. La rénovation thermique du parc existant — près de 33 millions de logements dont 5 millions classés F et G, et un tiers des bâtiments tertiaires — est donc incontournable pour atteindre les objectifs de neutralité carbone, de souveraineté énergétique et de sobriété fixés par la Stratégie nationale bas-carbone.

Les faits sont établis. Les travaux d'isolation des murs, des toitures et des planchers offrent une performance mesurable et pérenne dont les bénéfices se maintiennent sur plusieurs décennies, avec un entretien limité. Ce sont des travaux bien maîtrisés par les artisans et entreprises du bâtiment.

L'impact pour les ménages est immédiat et concret. **3,5 millions de foyers vivent aujourd'hui en situation de précarité énergétique**. L'isolation réduit leur exposition aux hausses des prix de l'énergie, améliore leur confort thermique en toutes saisons, protège leur santé et restaure leur pouvoir d'achat. À l'échelle nationale, elle contribue à stabiliser les dépenses énergétiques et à amortir les chocs économiques.

Pourtant, certaines évaluations — notamment celles de la Cour des comptes — abordent encore l'isolation principalement sous l'angle du coût budgétaire à court terme et de la gestion des dispositifs. Cette lecture est incomplète. **Une politique d'isolation doit être évaluée à l'aune de l'ensemble de ses bénéfices cumulés** : économies d'énergie sur 50 ans, baisse durable des émissions, amélioration du confort et de la santé, création de valeur et d'emplois locaux, renforcement de la souveraineté industrielle.

Or, cette tendance à réduire l'analyse au seul coût immédiat se retrouve également dans la SNBC3 : la vision de plus en plus court-termiste du gouvernement est très dommageable pour les Français. Ne compter que l'investissement initial revient à sous-évaluer de manière manifeste les charges réelles qui pèseront sur les ménages. À l'investissement de départ, il faut en effet ajouter l'entretien et la maintenance des équipements, sans oublier leur remplacement à terme.

L'isolation, une filière industrielle stratégique pour la France

L'isolation est aussi une filière industrielle stratégique. La fabrication des isolants est largement nationale : une cinquantaine de sites de production, un marché annuel de 1,5 à 2 milliards d'euros et près de 70 000 emplois qualifiés. Une accélération de la rénovation, portée notamment par l'isolation thermique, **pourrait générer jusqu'à 185 000 emplois supplémentaires d'ici 2035**, non délocalisables et ancrés dans les territoires.

Pour libérer pleinement ce potentiel, les pouvoirs publics doivent agir avec constance et visibilité. Cela suppose de :

- **maintenir un cadre réglementaire stable et cohérent**, incluant la RE2020 pour le neuf et les règles applicables au parc existant ;
- **garantir la continuité et la lisibilité des aides financières** (MaPrimeRénov', CEE, dispositifs territoriaux), condition indispensable à la confiance des ménages et des professionnels ;
- **renforcer la formation et la qualification des acteurs de terrain** ;
- **soutenir une stratégie industrielle ambitieuse** afin d'assurer la disponibilité, la performance et la compétitivité des produits isolants.

Isoler un logement, ce n'est pas seulement améliorer sa performance énergétique. **C'est investir dans la réduction durable des émissions de gaz à effet de serre, dans la souveraineté énergétique du pays, dans le confort des occupants et le pouvoir d'achat des Français ainsi que dans l'emploi local.**

À l'heure des choix structurants, **l'isolation doit être reconnue pour ce qu'elle est réellement : un pilier de la transition énergétique, au même titre que l'électrification des usages.** La filière de l'isolation appelle une politique publique volontariste, stable et lisible. Car sans isolation massive et durable, il n'y aura ni décarbonation réussie, ni transition juste, ni avenir énergétique maîtrisé.

Liste des signataires :

- **Elisabeth BARDET, Présidente du FILMM** (syndicat national des Fabricants d'Isolants en Laines Minérales Manufacturées)
- **Philippe BOUSSEMART, Président du Mur-Manteau**
- **Joaquim CORREIA, Président de l'AFIPEB** (Association Française de l'Isolation en Polystyrène Expansé dans le Bâtiment)
- **Vincent HANNECART, Président de l'AICB** (Association des Industriels de la Construction Biosourcée)
- **Jonathan HARTMANN, Président du SNPU** (Syndicat National des Polyuréthanes)
- **Matthieu LECHANTRE, Président de Exiba France** (association professionnelle française de promotion des isolants en mousse de polystyrène extrudé (XPS))